



OBJECTIF AFRIQUE

LETTRE D'INFORMATION ÉCONOMIQUE

N° 122 – 6 JUILLET 2018

SOMMAIRE

- ▼ ACTUALITE REGIONALE
- ▼ CONJONCTURE
- ▼ ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES
- ▼ PROJETS ET FINANCEMENTS
- ▼ SECTEURS D'ACTIVITES
 - AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE
 - ENERGIE ET MATIERES PREMIERES
 - INDUSTRIE
 - SERVICES
- ▼ ENTREPRISES
- ▼ CARNET ET AGENDA

AFRIQUE DE
L'OUEST :
LANCEMENT
OFFICIEL DU
MARCHÉ REGIONAL
DE L'ÉLECTRICITÉ

COMORES :
RECU DE LA PAUVRETE
MAIS PERSISTANCE DES
INEGALITES SELON LA
BANQUE MONDIALE

SENEGAL :
4 000 MDS DE FCFA
(6,1 MDS EUR) DE
RECETTES BUDGETAIRES
ESTIMEES DANS LA LOI
DE FINANCES 2019

UGANDA :
ENTREE EN VIGUEUR
D'UNE TAXE
CONTROVERSEE SUR
LES RESEAUX SOCIAUX

CAMEROUN :
36 MDS FCFA
SUPPLEMENTAIRES DE LA
FRANCE, DANS LE CADRE
DU 3EME CONTRAT DE
DESENETTEMENT ET DE
DEVELOPPEMENT (C2D)

COTE D'IVOIRE :
LE PREMIER
SUPERCALCULATEUR A
ETE MIS EN SERVICE A
ABIDJAN

ETHIOPIE :
SUCCES DU PREMIER
TEST D'EXTRACTION DE
PETROLE EN OGADEN

TANZANIE :
CAPACITES HAUT DEBIT
RENFORCEES POUR
VODACOM

AFRIQUE DU SUD :
LEROY MERLIN
S'IMPLANTE DANS LE
PAYS



MINISTÈRE
DE L'EUROPE ET DES
AFFAIRES ÉTRANGÈRES

MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE
ET DES FINANCES

ACTUALITE REGIONALE

▼ CEMAC : les Etats membres ont levé 1216,6 Mds FCFA au 1^{er} semestre 2018 sur le marché des titres de la Banque des États d'Afrique centrale (BEAC)

Le marché des titres publics émis par adjudications organisées par la BEAC et lancé en fin d'année 2011, connaît un accroissement fulgurant des montants levés. Au premier semestre 2018, les montants levés sur ce marché sont en hausse de 36,6 % en glissement annuel. La dynamique du marché des titres publics de la BEAC s'explique par la chute des cours mondiaux des matières premières et donc des recettes des États depuis la fin 2014. La BEAC souligne cependant que, les six États de la CEMAC privilégient les émissions de titres à courtes durées (moins d'un an), et que les taux d'intérêt exigés par les investisseurs sont de plus en plus élevés.

✉ alix.nembot@dgtresor.gouv.fr

▼ Accord pétrolier entre les deux Soudans

Les ministres en charge du pétrole du Soudan et du Soudan du Sud ont signé le 26 juin à Khartoum un accord qui prévoit une augmentation de la production pétrolière du Soudan du Sud et le paiement de la dette du Soudan du Sud vis-à-vis du Soudan en pétrole. Le ministre soudanais a indiqué que cette dette atteignait 2,2 Mds USD dont 1 Md USD au titre de droits de transit. L'accord prévoit la réhabilitation des exploitations des concessions 1, 2, 4 et 5 dans la province d'Unity au Soudan du Sud avec le soutien d'ingénieurs soudanais. Plusieurs centaines d'ingénieurs soudanais devraient se rendre au Soudan du Sud début juillet, pour un redémarrage de la production attendu avant la fin août.

✉ olivier.biltz@dgtresor.gouv.fr

▼ Afrique de l'Ouest : lancement officiel du marché régional de l'électricité

Les ministres en charge de l'Energie des pays membres la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) étaient réunis à Cotonou pour procéder au lancement du marché régional. Pour le ministre béninois de l'Energie, sa mise en place est nécessaire pour résoudre le problème de la répartition inégale des ressources énergétiques entre les pays, et pour combler le fossé entre l'offre et la demande d'électricité. Selon lui, l'intégration régionale du secteur électrique ouest-africain dans un marché unifié permettra à terme aux populations des Etats membres de la CEDEAO de bénéficier d'un approvisionnement électrique régulier, fiable et à un coût compétitif.

✉ quentin.ernoult@dgtresor.gouv.fr

CONJONCTURE

▼ Afrique du Sud : le ministre du Commerce et de l'Industrie démet l'ensemble du conseil d'administration du bureau des normes SABS

Cette décision fait suite à nombre de plaintes quant aux retards d'homologation ayant des conséquences sérieuses sur l'activité économique. Le ministre n'a pas été convaincu par les explications des dirigeants et place l'organisme sous le contrôle d'administrateurs.

✉ Lea.bettini@dgtresor.gouv.fr

▼ Cameroun : recettes et dépenses budgétaires sous réalisées à fin mars 2018

Le taux de réalisation des recettes est de 88,8 % et de 76,9 % pour les dépenses. Les recettes pétrolières sont réalisées à 131,5 % à 95,5 Mds FCFA contre 83,9 Mds FCFA à fin mars 2017, grâce à la remontée des cours du pétrole. L'objectif de réalisation des recettes non pétrolières n'est en revanche pas atteint (87,4 %), attribuable à la mobilisation décevante des recettes douanières qui ne sont réalisées qu'à 74,3 %. Les dépenses sont globalement sous contrôle. Un ajustement est observé sur les dépenses de biens et services qui ne sont réalisées qu'à 50,5 %. Les dépenses d'investissement se maintiennent et le service de la dette n'est réalisé qu'à 62 %, imputable au retard observé dans le remboursement de la dette intérieure.

✉ alix.nembot@dgtresor.gouv.fr

▼ Comores : adoption de la revue au titre de l'article IV par le CA du FMI

Le 13 juin 2018, le conseil d'administration du FMI a adopté la revue au titre de l'article IV avec l'Union des Comores. D'après cette revue, la croissance du PIB aurait atteint 2,7 % en 2017, bénéficiant ainsi de l'amélioration de la fourniture d'électricité, de l'augmentation des exportations et du dynamisme des transferts de la diaspora. En dépit de difficultés sur le plan de l'exécution budgétaire, le FMI note une amélioration des recettes publiques à 28,5 % du PIB en 2017 contre 23,4 % en 2016. En revanche, il ressort des conclusions du Fonds une dégradation du climat des affaires et des tensions sur le secteur financier, notamment en raison de la situation dégradée de la banque publique SNPSF.

✉ dalseccol@afd.fr

▼ Comores : recul de la pauvreté mais persistance des inégalités selon la Banque mondiale

Selon un rapport de la Banque mondiale publié en juin 2018, la pauvreté des ménages comoriens a diminué de plus de 10 points de pourcentage entre 2004 et 2014 pour atteindre 42 % de la population. Les conditions de vie des ménages se seraient principalement améliorées grâce à l'obtention de meilleurs niveaux d'instruction et l'acquisition de moyens de communication et de transport. Le rapport souligne toutefois la persistance de fortes inégalités, notamment entre ménages ruraux et urbains, et pointe une persistance du manque d'accès aux services et à la propriété.

✉ dalseccol@afd.fr

▼ Kenya : hausse de 2,2 % de la valorisation du *Nairobi Securities Exchange* au premier semestre 2018

La valorisation de la Bourse de Nairobi (*Nairobi Securities Exchange*, NSE) a diminué de 241 Mds KES (2,4 Mds USD) au deuxième trimestre 2018, effaçant la majeure partie des gains réalisés au premier trimestre -296 Mds KES (3,0 Mds USD)-. A fin juin 2018, la valorisation du NSE a ainsi atteint 25 Mds USD, un niveau en hausse de 2,2 % par rapport à fin décembre 2017. D'après les analystes, la perte de valorisation du NSE au deuxième trimestre résulte de la vente massive des investisseurs de leurs titres après la publication des résultats financiers des grandes entreprises, et plus particulièrement les banques, en mars.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

▼ Madagascar : adoption par l'Assemblée nationale du projet de loi de finances rectificative (LFR)

Par rapport à la Loi de finances initiale (LFI) pour l'exercice budgétaire 2018, la LFR révisé la croissance économique à la baisse de 5,1 % à 5 %, tandis que le taux d'inflation moyen devrait être à 8 % contre une prévision initiale de 7,8 %. Les subventions étatiques sont revues à la hausse de 150 Mds MGA (45 M USD), dont 100 Mds MGA (30 M USD) en faveur de la compagnie nationale d'électricité JIRAMA. Le gouvernement a également augmenté le budget des élections de 12 Mds MGA (4 M USD) à la suite de l'annonce de leur tenue les 7 novembre et 19 décembre. Enfin, le montant des financements extérieurs a fortement diminué, de 15,8 % par rapport au Budget initial, pour atteindre 1952 Mds MGA (851 M USD).

✉ eric.noitakis@dgtresor.gouv.fr

▼ Burkina Faso : bilan de la gestion des sociétés d'Etat au 31 décembre 2017

La 26^{ème} session de l'Assemblée générale des sociétés d'Etat s'est tenue du 28 au 29 juin 2018, à Ouagadougou. Sur 21 sociétés, il ressort que 19 ont réalisé un bénéfice net cumulé de plus de 140 Mds FCFA (213 M EUR) en 2017. Seulement deux sont déficitaires à hauteur de 696 M FCFA (1 M EUR), contre huit en 2016 : la Minoterie du Faso et la Société burkinabè de télédiffusion. La contribution des sociétés d'État et des Établissements publics de prévoyance sociale au budget de l'État s'établit à 444 Mds FCFA (676 M EUR) en 2017 contre 215 Mds FCFA (327 M EUR) en 2016. Cette hausse provient principalement de la Société nationale des hydrocarbures qui a contribué à hauteur de 369 Mds FCFA (563 M EUR).

✉ valerie.traore@dgtresor.gouv.fr

▼ Mauritanie : convention de consolidation de la dette de l'Etat auprès de la Banque centrale de Mauritanie (BCM)

Cette dette est évaluée à 440 M EUR (18,9 Mds MRU), dont environ 191 M EUR sur des retraits déclarés. La convention s'inscrit dans le cadre de l'assainissement du bilan de la BCM avant son passage aux normes IAS-IFRS. Celles-ci devraient lui permettre de renforcer son autonomie financière et de mener ainsi, en toute indépendance, ses missions, notamment en matière de stabilité des prix.

✉ mamadou.anne@dgtresor.gouv.fr

▼ **Sénégal : 4 000 Mds de FCFA (6,1 Mds EUR) de recettes budgétaires estimées dans la loi de finances 2019**

Le débat d'orientation budgétaire triennal (2019-2021) prévoit une croissance économique de 7 % en 2018, inférieure à celle de 2017. La croissance du secteur primaire est estimée à 7,8 %, celle du secteur secondaire à 6,9 % (+2,4 pts de pourcentage par rapport 2017) et à 6,7 % pour le secteur tertiaire. Les recettes collectées entre 2019-2021 devront augmenter de 9,4 % par rapport à la programmation triennale 2018-2020, pour atteindre 4000 Mds FCFA, grâce notamment à un effort de mobilisation des ressources internes. Le déficit budgétaire serait contenu à 3 % sur la période, et baisser à 2,9 % en 2021.

✉ diadame.diawbaudoin@dgtresor.gouv.fr

▼ **Togo : objectif d'un taux d'électrification de 100 % d'ici 2030**

La politique d'électrification du Togo (2018-2030) vient d'être dévoilée en présence du Premier ministre et de Ségolène Royal, envoyée spéciale du Président de la République Française pour l'Alliance solaire internationale. Le Togo mise aussi bien sur le hors-réseau (fourniture attendue de 550 000 kits solaires et 315 mini-réseaux) que sur la densification du réseau conventionnel (108 MW supplémentaire via l'hydroélectricité et le solaire et augmentation du nombre de raccordements) pour porter le taux d'électrification à 100 % d'ici 2030, contre 37 % à fin 2017. Le coût total de cette stratégie sur 20 ans est estimé à 1,5 Md EUR, avec une participation financière attendue du secteur privé de 668 M EUR.

✉ quentin.ernoult@dgtresor.gouv.fr

▼ **Togo : révision à la baisse des recettes fiscales dans le collectif budgétaire 2018**

La loi de finances rectificative 2018 prend en compte l'impact de la morosité socio-politique sur les finances publiques. Le budget 2018 passe ainsi de 1 321,9 Mds FCFA (2,02 Mds EUR) à 1 310,9 Mds FCFA (1,99 Md EUR), soit une baisse de 0,8 %. Cette contraction s'explique par une diminution de 2,5 % des recettes budgétaires (dons compris), sous l'effet de la contraction des prévisions d'entrées fiscales (-51,7 Mds FCFA, soit 78,8 M EUR). Côté emplois, les dépenses budgétaires (920,5 Mds FCFA, soit 1,4 Md EUR) ont également été revues à la baisse de 0,5 %. Le déficit budgétaire (88,5 Mds FCFA, soit 135 M EUR, dons compris) s'accroît in fine de 16 Mds FCFA (24,4 M EUR) à 3 % du PIB, contre 2,5 % précédemment.

✉ quentin.ernoult@dgtresor.gouv.fr

▼ **Nigéria : vers l'émission d'un nouvel Eurobond de 2,8 Mds USD ?**

D'après les déclarations de la directrice du bureau de la dette, Patience Oniha, les autorités entendent émettre un nouvel Eurobond de 2,8 Mds USD pour financer le déficit budgétaire. Pour rappel, la dernière émission offshore date de février 2018 avec l'émission d'un Eurobond d'un montant de 2,5 Mds USD, en vue de racheter la dette publique. Depuis 2017, les émissions cumulées d'Eurobonds pour un montant total de 7 Mds USD ont fait du Nigéria le second émetteur africain derrière l'Afrique du Sud. Les autorités ont ainsi su consolider les buffers financiers, fortement mis à mal en 2016, notamment les réserves de changes qui se sont en moyenne établies à 47,7 Mds USD au mois de mai 2018 contre moins de 31 Mds USD un an auparavant.

✉ Marlene.MARQUESLOPES@dgtresor.gouv.fr

▼ **Sierra Leone : perspectives économiques mitigées en 2018 d'après le FMI**

Une délégation du Fonds monétaire international (FMI) a réalisé début juin une évaluation de l'économie de la Sierra Leone. L'équipe du FMI a noté que malgré une augmentation de l'activité économique depuis mars 2018, des progrès supplémentaires seront nécessaires, notamment un plan de financement du budget 2018-2019 et une meilleure gestion des finances publiques. Pour rappel, d'après l'institution en 2018 l'économie devrait croître de 3,5 %. La délégation a félicité le nouveau gouvernement pour ses efforts visant à rétablir la stabilité économique, soulignant que l'économie est confrontée à plusieurs défis avec un déficit budgétaire de plus de 1,8 Md USD, un taux de croissance du PIB de 3,2 % et un taux d'inflation de 15 %.

✉ nicholas.oniwon@dgtresor.gouv.fr

ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES

▼ Ouganda : entrée en vigueur d'une taxe controversée sur les réseaux sociaux

Le 1^{er} juillet a été marqué par l'entrée en vigueur d'une taxe sur l'utilisation des réseaux sociaux. Cette taxe correspond à un prélèvement quotidien de 200 UGX (0,05 USD) dont le consommateur doit s'acquitter avant de pouvoir accéder à de nombreux réseaux sociaux (Facebook, Twitter, WhatsApp). Les autorités justifient cette mesure par la lutte contre le colportage des rumeurs décrites par le président Museveni comme « opinions, préjugés, insultes et discussions amicales ». Le gouvernement espère récolter grâce cette taxe 284 Mds UGX (73 M USD) sur l'année fiscale 2018/19.

✉ hocine.mourchid@dgtresor.gouv.fr

▼ Ouganda : mise en place d'un système de suivi des revenus des opérateurs de télécommunications

L'*Uganda Communications Commission* (UCC) s'est procuré un nouveau système de suivi journalier des revenus perçus par les opérateurs de télécommunications ougandais. Ce système répertorie l'ensemble des mouvements effectués par les opérateurs, y compris les transactions bancaires mobiles ou la collecte de la nouvelle taxe sur les réseaux sociaux. La décision intervient dans un contexte de défiance aigüe des autorités vis-à-vis des opérateurs, notamment accusés par la direction de l'UCC de ne pas déclarer l'intégralité de leurs revenus à l'administration fiscale.

✉ hocine.mourchid@dgtresor.gouv.fr

▼ Somalie : publication du document régulant la gestion des ressources pétrolières du pays

Le ministère du Pétrole et des Ressources minérales somalien a publié un document régulant les secteurs du pétrole et des ressources minérales. L'accord conclut un processus de trois ans dirigé par le ministère afin de créer un cadre pour le développement de l'industrie pétrolière, et autorise le ministère à délivrer des permis et à gérer les activités pétrolières et minières en Somalie. Il a été conclu par le gouvernement fédéral et les États fédéraux membres du Conseil de sécurité nationale et facilité par la Banque mondiale et le Conseil de coopération interétatique.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

▼ Tanzanie : suppression de la Commission de planification

Le gouvernement tanzanien a proposé la suppression de la Commission de planification en tant qu'entité indépendante. La loi spéciale additionnelle à la loi de finances 2018/19 du 12 juin dernier prévoit d'abroger la loi sur la Commission de planification, et de transférer les missions de la Commission au ministère des Finances. La Commission de planification avait été créée en 2008 en tant que *think-tank* sur le développement du pays. L'objectif du transfert au ministère des Finances est notamment de renforcer la prise en compte des modalités de financement dans la stratégie nationale.

✉ beatrice.alperte@dgtresor.gouv.fr

▼ **Tanzanie : numérisation des demandes d'obtention de permis pour les étrangers**

La ministre d'État au cabinet du Premier ministre tanzanien a annoncé la prochaine mise en service d'un système numérisé pour la délivrance des permis de résidence et de travail aux étrangers, permettant un dépôt des demandes par internet. Les nouvelles dispositions visent à réduire la corruption et à améliorer la qualité de service. Selon les réglementations du travail et de l'immigration en Tanzanie, les investisseurs étrangers peuvent recruter jusqu'à cinq expatriés si leurs compétences ne sont pas disponibles localement et doivent soumettre des « plans de succession » détaillant comment ces compétences seraient transférées aux employés locaux.

✉ beatrice.alperte@dgtresor.gouv.fr

▼ **Guinée : lancement officiel du Club des investisseurs français en Guinée (CIFEG)**

Cette initiative soutenue par l'Ambassadeur de France regroupe près d'une centaine d'acteurs économiques français, la plupart des PME. Les principaux objectifs du club sont la visibilité et le renforcement de la présence économique française, la mise en réseaux des acteurs français autour d'une plateforme d'échange, et la promotion de l'attractivité de la Guinée.

✉ lognara.traore@dgtresor.gouv.fr

PROJETS ET FINANCEMENTS

- ▼ **Zambie : le programme GET FiT Zambia a publié la liste des dix entreprises ou consortiums pré qualifiés, dont les Français EDF, Engie et InnoVent**

Dans le cadre de la politique gouvernementale appuyée par la KfW, le programme prévoit d'octroyer des projets photovoltaïques de 20 MW maximum pour un total de 100 MW.

✉ Lea.bettini@dgtresor.gouv.fr

- ▼ **Cameroun : 36 Mds FCFA supplémentaires de la France, dans le cadre du 3^{ème} contrat de désendettement et de développement (C2D)**

Cette enveloppe servira à financer trois projets : le projet d'appui à la valorisation, la transformation et l'industrialisation des produits agricoles (Transfagri), le projet du Fonds d'assistance technique à l'élaboration des politiques publiques (Fatep) et le projet des Capitales régionales phase II. Pour rappel, au cours des dix dernières années, les deux premiers C2D ont permis au Cameroun de bénéficier d'une enveloppe totale de 566 Mds FCFA ayant permis de conduire des projets dans des secteurs tels que l'éducation, la santé, l'aménagement urbain et l'agriculture.

✉ evelyne.sila@dgtresor.gouv.fr

- ▼ **Ethiopie : mission du sous-secrétaire d'Etat américain au Commerce international**

La délégation du sous-secrétaire d'Etat a rencontré les 25 et 26 juin des officiels et chefs d'entreprises éthiopiens pour renforcer les relations économiques bilatérales. Durant la mission, plusieurs grands contrats ont été signés : *Ethiopian Airlines* et *General Electrics* ont signé un contrat pour l'achat de douze moteurs d'avion (444 M USD) et un contrat de maintenance pour dix ans (473,5 M USD). Un autre contrat (10 M USD) a été signé entre la compagnie aérienne et *Honeywell International* pour la fourniture de systèmes de sécurité à l'aéroport d'Addis Abeba Bole. Le Sous-secrétaire a également pris part à la signature d'un protocole d'entente entre *Power Africa* et le ministère de l'Eau, l'Irrigation et l'Electricité pour aider à améliorer l'accès à l'électricité via un soutien au secteur privé

✉ pierre.sentenac@dgtresor.gouv.fr

- ▼ **Kenya : tenue d'un forum commercial avec les Etats-Unis**

Dans le cadre du forum commercial entre les Etats-Unis et le Kenya les 27 et 28 juin, mené par sous-secrétaire d'Etat américain au Commerce, plusieurs accords ont été signés pour un montant total estimé à 100 M USD. Parmi ces derniers, le déploiement par l'entreprise *Medtronic* de centres de dialyse à Nairobi (20 M USD), la fourniture d'une ligne de crédit de 10 M USD par l'OPIC à *Victoria Commercial Bank* et des dons d'un montant inconnu d'*USAid Power Africa* au ministère de l'Energie. En outre, le président Uhuru Kenyatta a signé avec l'entreprise *Bechtel* le contrat d'un montant de 3 Mds USD, portant sur la construction de l'autoroute Nairobi-Mombasa. Selon les données kenyanes, les Etats-Unis sont le 7^{ème} investisseur étranger (337 M USD de stock), le 3^{ème} client (425 M USD) et le 6^{ème} fournisseur du Kenya (555 M USD).

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

▼ Seychelles : signature d'accords avec l'Inde

A l'issue d'une visite d'Etat conduite en Inde par le Président Faure du 22 au 27 juin, six accords ont été signés en présence du Premier ministre indien Narendra Modi, notamment dans les domaines de la défense et de la sécurité maritime. Un don d'un montant de 100 M USD a été octroyé pour le financement de divers bâtiments administratifs à Victoria et pour des petits projets d'infrastructures. La fourniture de divers équipements pour la cyberdéfense a également été convenue ainsi que la livraison d'un second avion Dornier de surveillance maritime pour les Forces aériennes des Seychelles.

✉ hugues.reydet@dgtresor.gouv.fr

▼ Maurice : émissions obligataires de 160 M USD par la SBM

La *SBM Holdings* a réussi à mobiliser 160 M USD auprès des investisseurs, un montant supérieur aux prévisions initiales. Le premier emprunt, libellé en roupie mauricienne avec une maturité de dix ans et un taux d'intérêt de 5,75 %, a permis de mobiliser l'équivalent de 85,7 M USD. Le second emprunt obligataire en USD au taux annuel de 4,75 % avec une maturité de sept ans a recueilli pour sa part 74,7 M USD soit 50 % de plus que les 50 M USD fixés initialement. Ces fonds seront utilisés pour la consolidation des opérations domestiques de la banque et le financement de ses plans de développement au Kenya et en Inde.

✉ hugues.reydet@dgtresor.gouv.fr

▼ Côte d'Ivoire : le premier supercalculateur a été mis en service à Abidjan

La mise en service s'est faite lors de la visite de la Secrétaire d'Etat française, Delphine Gény-Stephann, à Abidjan. Il est le 2^{ème} du continent à être opérationnel, après celui du Cap en Afrique du Sud en 2016. Les entreprises françaises Atos/Bull et Schneider Electric se sont chargées de sa fabrication et de son installation au sein du tout nouveau Centre national de calcul de Côte d'Ivoire. Le montant total du projet est de 10,7 M EUR, financé par un prêt concessionnel de la DG Trésor français. Le supercalculateur sera utilisé pour la recherche scientifique et permettra à la Côte d'Ivoire de conserver sa souveraineté en matière de protection des données.

✉ paul.vernus@dgtresor.gouv.fr

▼ Côte d'Ivoire : prêt de 110 M EUR de l'AFD pour le financement de la fibre optique

Ce prêt souverain a été octroyé à l'Agence nationale du service universel des télécommunications-Tic (ANSUT). L'objectif est de déployer la fibre optique sur l'ensemble du territoire national par la construction de 7000 km de fibre optique d'ici mi-2019. Lancé en 2012, la construction du réseau avait permis d'installer 2000 km de câbles fin 2016. La réduction de la fracture numérique sur le territoire vient soutenir le projet E-Gouv du gouvernement, qui doit permettre l'accès en ligne à des services administratifs, mais également l'inclusion financière par l'accès à des services financiers.

✉ paul.vernus@dgtresor.gouv.fr

▼ **Guinée : deux accords de financement d'un montant total de 110 M USD avec la Banque mondiale**

Le premier accord de 55 M USD (32,5 M USD de dons et 22,5 M USD de prêts) vise au renforcement des services et des capacités sanitaires, notamment dans la région de Kindia. Le second (de plus de 50 M USD, dont 25 M USD de dons) vise à doter le pays d'un système fiable d'identification des individus grâce à l'utilisation des nouvelles technologies, en faveur de l'intégration régionale et l'inclusion financière. C'est un projet dont la Guinée et la Côte d'Ivoire sont les pays pilotes.

✉ lognara.traore@dgtresor.gouv.fr

▼ **Mauritanie : signature de deux conventions de financement d'un montant total de 47,6 M EUR avec l'UE**

La première convention (36,8 M EUR) cible le renforcement des investissements productifs et énergétiques, notamment durables, des zones rurales, afin de renforcer la sécurité alimentaire et nutritionnelle. La seconde convention (12,6 M EUR) concerne le programme d'appui à la réforme de la justice et vise l'amélioration de l'État de droit à travers la promotion de la bonne gouvernance et la protection des droits humains.

✉ mamadou.anne@dgtresor.gouv.fr

▼ **Niger : 120 M USD de prêt par la Banque mondiale pour le développement rural**

Ces accords de financement devraient permettre la mise en œuvre de trois projets en lien avec le développement rural. Il s'agit notamment du Projet régional d'amélioration des systèmes de surveillance des maladies en Afrique de l'Ouest, qui couvre le Bénin, la Mauritanie, le Mali et le Niger ; du Projet emploi des jeunes et inclusion productive, qui a pour objectif d'accroître les activités génératrices de revenu des jeunes nigériens âgés de 15 à 25 ans dans certaines zones rurales du pays ; et du Projet de développement des compétences pour la croissance.

✉ cossuc@afd.fr

▼ **Niger : 10 Mds FCFA (15,2 M EUR) de financement par la Banque ouest-africaine de développement (BOAD) pour l'aménagement de la ville de Zinder**

Ce projet doit permettre de financer l'aménagement de la traversée de la ville de Zinder en 2x2 voies, sur une longueur de 8,43 km. Cette route représente un axe important de la route transsaharienne reliant Alger à Lagos. Ce financement entre dans le cadre des engagements pris par la BOAD, en faveur des économies de l'UEMOA.

✉ cossuc@afd.fr

▼ **Nigéria : la Banque mondiale approuve 2,1 Mds USD de prêts pour des projets de développement**

La Banque mondiale, via son bras d'investissement dans les pays en développement, l'Association internationale de développement (AID), a annoncé jeudi 28 juin avoir accordé un total de 2,1 Mds USD de prêts concessionnels en faveur du Nigéria. L'ensemble se décompose comme suit : 750 M USD pour soutenir l'extension de la Stratégie du partenariat-pays jusqu'en juin 2019 ; 125 M USD destinés à un projet de renfort de la gouvernance fiscale et des institutions ; 400 M USD pour lutter contre l'érosion ; 350 M USD destiné à l'électrification ; 232 M USD pour un projet de nutrition ; 150 M USD pour l'éradication de la Polio, et enfin, 100 M USD pour soutenir l'engagement des femmes.

✉ Julie.LANCKRIET@dgtresor.gouv.fr

▼ **Libéria : la Banque mondiale accorde une subvention de 11 M USD pour l'éducation**

Le gouvernement libérien a signé un accord de 11,1 M USD avec la Banque mondiale sur l'éducation de la petite enfance, dans le cadre du projet « le Libéria atteint son meilleur niveau d'éducation », financé par le Partenariat mondial pour l'éducation (GPE). Sont directement concernés environ 570 écoles, 1 400 enseignants et 1 500 chefs d'établissement. Le développement du capital humain est une priorité de l'administration du Président Weah, qui a assuré à la Banque mondiale que le gouvernement s'acquitterait de sa partie de l'accord.

✉ nicholas.oniwon@dgtresor.gouv.fr

▼ **Ghana : conférence de la CCI France-Ghana sur l'infrastructure et la construction**

La Chambre de Commerce et d'Industrie France-Ghana (CCIFG) a organisé une conférence sous le thème « bâtir un nouveau Ghana à travers l'infrastructure ». 5 acteurs majeurs du secteur de la construction ont présenté leurs travaux en expliquant leurs impacts sur l'économie ghanéenne dont la Meridian Port Services, avec l'extension du port de Tema estimée à 1,3 Md EUR, et Bouygues Construction, impliquée dans la rénovation de l'hôpital Ridge. Les sociétés RMB Westport, De Simone Limited, et la cimenterie CBI Ghana (LafargeHolcim), ont également présenté leurs travaux. La Directrice Générale de la CCIFG, Delphine Adenot-Owusu, a indiqué la contribution de 13,7 % du secteur au PIB du pays en 2016 représentant une croissance du marché de 24 %.

✉ info@ccifranceghana.com

SECTEURS D'ACTIVITES

▼ Agriculture et agroalimentaire

▼ Côte d'Ivoire : accord pour la construction d'une centrale électrique fonctionnant à la biomasse de cacao

Cet accord a été signé entre la Société des énergies nouvelles (SODEN) et l'agence américaine pour le commerce et le développement (USTDA). La centrale aura une capacité de 60-70 MW et doit être construite à Divo (190 km à l'ouest d'Abidjan). Première centrale de ce type, elle produira de l'électricité à partir de 26 millions de tonnes de déchets annuels issus du cacao. L'étude de faisabilité du projet a été financée par l'USTDA à hauteur de 923 000 USD. Le coût de l'investissement est estimé à 154 Mds FCFA (235 M EUR). Le chantier commencera en 2019, pour une mise en service en 2023. Elle devrait permettre d'économiser 250 000 tonnes de CO2 par an.

✉ tanguy.poupart-lafarge@dgtresor.gouv.fr

▼ Nigéria : prêt d'1 Md USD de la Société financière internationale à Indorama

La société financière internationale (SFI), agence de la Banque mondiale, a annoncé jeudi 21 juin qu'elle accorderait un emprunt d'1 Md USD à la société indonésienne Indorama, via sa filiale au Nigéria. Ce financement servira à la construction d'une nouvelle ligne de production d'engrais au Nigéria, d'une capacité de 2,8 M de tonnes. 150 M USD seront prêtés directement par la SFI, qui mobilisera 850 M USD supplémentaires auprès d'autres bailleurs et banques commerciales. De nombreuses institutions participent ainsi au projet, notamment Proparco, la Banque européenne d'investissement (BEI) ou encore la Banque africaine de développement (BAfD).

✉ Julie.LANCKRIET@dgtresor.gouv.fr

▼ Energie et matières premières

▼ Cameroun : l'ITIE salue les efforts en matière de transparence du secteur extractif

L'ITIE a souligné les efforts réalisés en matière de publication régulière d'informations sur l'activité de la Société nationale des hydrocarbures (SNH), notamment sur les ventes de pétrole. Le conseil d'administration de l'ITIE a néanmoins présenté 14 mesures correctives à appliquer dans les 18 prochains mois. Celles-ci portent sur l'engagement de la société civile, le registre des licences, la politique sur la transparence des contrats, les données de production, les revenus en nature, les transactions des entreprises d'État, la répartition des revenus, les transferts infranationaux, etc.

✉ alix.nembot@dgtresor.gouv.fr

▼ **Ethiopie : succès du premier test d'extraction de pétrole en Ogaden**

Le 28 juin le premier test d'extraction de pétrole en Ogaden, en région Somali, a permis de produire 450 barils de pétrole. La compagnie chinoise *Poly GCL Petroleum Investments Limited* qui possède une autorisation de prospection et d'exploitation de gaz et de pétrole sur 93 000 km² y réalise depuis 2014 des essais. De futurs tests permettront de déterminer si les puits sont rentables pour une extraction industrielle. Cette même entreprise conduit actuellement des explorations de champs de gaz naturel dans la région et compte construire un gazoduc jusqu'à Djibouti pour exporter le gaz naturel à compter de 2021. Elle a également déjà signé des accords pour fournir en pétrole et gaz certaines industries locales.

✉ pierre.sentenac@dgtresor.gouv.fr

▼ **Kenya : publication d'une proposition de réforme tarifaire pour l'électricité par le régulateur ERC (*Energy Regulatory Commission*)**

Contrairement à ce qui était annoncé depuis plusieurs semaines, et à l'engagement du Président Kenyatta, cette réforme se traduirait par une augmentation du prix du kWh pour tous les secteurs et segments, sauf les plus gros consommateurs domestiques. Néanmoins, les charges fixes (150 KES/mois pour les ménages) ont été supprimées, ce qui compense la hausse du prix du kWh uniquement pour les plus petits consommateurs (moins de 15kWh/mois). La nouvelle structure tarifaire se veut plus lisible pour le consommateur, tout en assurant la soutenabilité financière du secteur. La réforme devrait prendre effet d'ici le mois prochain.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

▼ **Burkina Faso : 482 Mds FCFA (734 M EUR) sur 5 ans pour le 2nd compact du *Millenium Challenge Corporation (MCC)***

Ce programme, financé par les Etats-Unis, portera exclusivement sur le secteur de l'énergie. Il visera à résoudre les problèmes liés à l'accès à l'énergie dans certaines localités du Nord du pays, du Sahel, où un pôle minier est prévu, mais aussi à Ouagadougou et Bobo-Dioulasso, où sont concentrées la plupart des entreprises, mais où les délestages restent fréquents. Les études d'impact devront s'achever d'ici fin 2019 avec à la clé la signature du contrat pour permettre l'opérationnalisation du compact d'ici 2020-2021.

✉ valerie.traore@dgtresor.gouv.fr

▼ **Guinée : le pays abritera le siège du nouveau Centre africain du développement minier (CADM)**

Cette décision a été prise lors du dernier sommet de l'Union africaine (UA) tenu à Nouakchott. Elle fait suite à une mission d'évaluation effectuée en Guinée en janvier 2018 par une délégation de l'UA. Selon le ministre guinéen des Mines, cette opportunité permettra au pays d'affirmer son leadership dans le secteur minier, tout en attirant davantage d'investisseurs dans le secteur.

✉ lognara.traore@dgtresor.gouv.fr

Services

▼ Tanzanie : capacités haut débit renforcées pour Vodacom

L'opérateur mobile *Vodacom Tanzania* s'est doté de moyens techniques qui lui permettront de répondre aux besoins croissants des consommateurs Internet à haut débit du pays. La société de télécommunications a ainsi acquis un spectre de fréquence de 2 x 10MHz dans la bande des 700MHz pour la somme de 10 M USD au cours d'une vente aux enchères organisée par l'agence tanzanienne de régulation du secteur des communications (TCRA). En contrepartie, *Vodacom* s'est engagé à couvrir 60 % de la population en services mobiles à haut débit d'ici la fin de l'année 2021 et 90 % en 2024.

✉ beatrice.alperte@dgtresor.gouv.fr

▼ Tanzanie : 1,5 Md USD échangés via des transactions bancaires mobiles

D'après le *Monetary Policy Statement* de la Banque centrale de Tanzanie (BoT), 3,3 Ts TZS (1,5 Md USD soit 2,9 % du PIB) ont été échangés lors des dix premiers mois de l'année budgétaire 2017/18, soit une hausse de 78,9 % en glissement annuel. Fin avril 2018, le nombre de comptes actifs s'élevait à 19,5 millions contre 17,3 millions un an avant et 12,1 millions en 2013 selon le rapport *FinScope 2017*. La bancarisation mobile joue un rôle déterminant pour l'inclusion financière en Tanzanie dont le taux s'élève à 65 %.

✉ beatrice.alperte@dgtresor.gouv.fr

▼ Maurice : lancement du *Mauritius International Derivatives and Commodities Exchanges (Mindex)*

Le fournisseur britannique GMEX Group vient d'obtenir l'accord de la *Financial Services Commission* pour procéder à partir du mois d'octobre à la mise en place de la société Mindex. Cette dernière va permettre à Maurice d'assurer des transactions sur l'or et il est prévu à terme la mise en place d'une raffinerie. Mindex ambitionne de faire de Maurice la plaque tournante pour le commerce africain de l'or puis d'autres métaux précieux ou produits agricoles mais aussi pour les échanges de devises.

✉ hugues.reydet@dgtresor.gouv.fr

▼ Burkina Faso : signature de deux conventions dans les secteurs de l'eau et la santé pour un montant total de 13 M EUR

La première convention a été signée avec la banque allemande de développement (KfW) pour un appui budgétaire sectoriel de 4,6 Mds FCFA (7 M EUR) destiné à la mise en œuvre de la politique sectorielle eau et assainissement du pays sur la période 2018-2020. La deuxième convention de financement, d'une valeur de 6,3 M EUR sous la forme d'un don, a été signée avec les Pays-Bas et est axée sur le domaine de la santé.

✉ valerie.traore@dgtresor.gouv.fr

▼ **Niger : projet d'installation de 1 325 compteurs d'eau intelligents gérés par micro-paiement**

Ce partenariat entre la startup française Citytaps, présente au Niger depuis 2016, et la Société d'exploitation des eaux du Niger (SEEN) doit permettre à 13 000 personnes de Niamey un accès sécurisé à l'eau courante. La plateforme fonctionne actuellement avec Orange Money, mais peut accueillir tout autre moyen de paiement, dont les micros dons pour subventionner de manière individuelle un foyer. Le Français Veolia a par ailleurs signé une lettre d'intention pour acheter à la startup 15 000 compteurs en 2019, qui bénéficieront à 135 000 personnes.

✉ cossuc@afd.fr

▼ **Sénégal : nouvelle vision stratégique du Port de Dakar pour 2019-2023**

Les autorités du Port autonome de Dakar (PAD) ont présenté leur nouvelle vision stratégique 2019-2023. Ce plan, rédigé par le cabinet sénégalais Performances group, a pour double ambition (i) de développer une approche client (en définissant 9 filières types, accompagnées d'une base de données analytique) et (ii) de positionner le PAD en moteur de la phase II du « Plan Sénégal Emergent », qui sera présentée à la rentrée. La stratégie insiste sur la nécessité de combiner des investissements de court (meilleure gestion des flux au port, dématérialisation, mise en place d'un port sec à Diamniadio) et moyen termes (construction d'un nouveau port à conteneur à Ndayane, relance de la liaison ferroviaire Dakar-Bamako).

✉ diadame.diawbaudoin@dgtresor.gouv.fr

▼ **Ghana : en difficulté financière, la raffinerie de Tema interrompt ses activités**

La raffinerie de Tema, dont l'Etat ghanéen est le principal actionnaire, devrait prochainement interrompre ses activités suite au refus par ses partenaires financiers de lui délivrer de nouvelles lettres de créance, destinées à l'achat de pétrole brut. Fortement endettée depuis plusieurs années, la raffinerie n'aurait disposé ces derniers mois que d'un faible reliquat de barils, et ne fonctionnait officiellement qu'à 37 % de ses capacités. Un sauvetage financier par l'Etat demeure pour l'heure incertain.

✉ virgile.satge@dgtresor.gouv.fr

ENTREPRISES

▼ Afrique du Sud : Leroy Merlin s'implante dans le pays

L'enseigne de bricolage est prête à bouleverser les acteurs traditionnels du marché du *do-it-yourself*, avec l'ouverture de son premier magasin en septembre prochain à Johannesburg. Trois magasins suivront en 2019 et 2020, et un site d'e-commerce est déjà en ligne. Des ateliers seront également proposés dans l'espace commercial. Le groupe vise la classe moyenne sud-africaine, qui dispose d'un revenu disponible pour les améliorations intérieures et la décoration, malgré des conditions économiques toujours instables. Leroy Merlin suit les traces de Décathlon et de Paul, qui ont récemment ouvert des boutiques dans la capitale sud-africaine. 29 des 40 entreprises françaises du CAC40 sont présentes en Afrique du Sud, pays du continent avec la plus grande concentration d'entreprises françaises.

✉ morgane.lerville@businessfrance.fr

▼ Burkina Faso : Orange devient le premier opérateur téléphonique de la sous-région à fournir une offre dans le secteur de l'électricité

Deux offres sont proposées : (1) le *Solar home system* permet de louer un kit solaire avec la maintenance et les services après-vente inclus ; (2) le *Smart metering* est adressé aux sociétés de distribution d'énergie, et doit permettre de faciliter le recouvrement et la facturation.

✉ valerie.traore@dgtresor.gouv.fr

CARNET ET AGENDA

▼ Cameroun : un nouveau Directeur général à la CAMRAIL

Nommé le 21 juin 2018 par le conseil d'administration de la société, Pascal Miny est le nouveau Directeur Général de la CAMRAIL. Il remplace à ce poste Jean-Pierre Morel.

✉ evelyne.sila@dgtresor.gouv.fr

▼ Le Congo-Brazzaville abritera en octobre un forum sous-régional sur la gouvernance forestière

Les 30 et 31 octobre 2018 se tiendra à Brazzaville un forum sous-régional sur la gouvernance forestière, à l'initiative du projet Observation forestière dans le Bassin du Congo qui bénéficie d'un financement de l'Union européenne. Ce projet, également mis en œuvre au Cameroun, en République centrafricaine, en République démocratique du Congo et au Gabon, est suivi localement par le Cercle d'appui à la gestion durable des forêts, une plateforme mandatée par l'administration et les exploitants forestiers pour le suivi de l'application de la loi dans le secteur.

✉ Ingrid.oramalu@dgtresor.gouv.fr

▼ Djibouti : 2^{ème} foire internationale du 3 au 10 décembre 2018 à Djibouti

Le 21 juin, le président de la Chambre du Commerce de Djibouti a annoncé la tenue de la 2^{ème} édition de l'*International Fair of Djibouti* du 3 au 10 décembre 2018. La première édition qui avait eu lieu du 3 au 10 décembre 2017 au Palais du Peuple avait attiré 200 entreprises dont 55 étrangères venues de près de 20 pays différents. Un forum régional sur les infrastructures avait également rassemblés des intervenants publics et privés de la Corne de l'Afrique (Ethiopie, Kenya, Ouganda et Somalie).

✉ pierre.sentenac@dgtresor.gouv.fr

▼ Mali : visite en France du Premier ministre Soumeylou Boubèye Maiga (SMB) du 25 au 28 juin 2018

Le ministre était accompagné par une délégation ministérielle et d'une délégation d'opérateurs économiques maliens. A cette occasion, SBM a eu des entretiens avec Edouard Philippe, Odile Renaud-Basso, la DG Trésor, l'AFD et le Medef international. Deux thèmes majeurs ont été abordés : la gestion de la sortie de crise et le développement économique du Mali, notamment à travers le renforcement des liens bilatéraux. Un protocole d'accord a également été signé entre la Société malienne de transmission et de diffusion (SMTD) et le consortium Thomson Broadcast-Camusat sur le déploiement de la TNT au Mali.

✉ Abdoulayemalick.sissoko@dgtresor.gouv.fr

Les analyses et commentaires développés dans cette publication n'engagent que leurs auteurs et ne constituent pas une position officielle du MEAE ni des ministères économiques et financiers.

La lettre d'information économique est réalisée conjointement par la **DIRECTION AFRIQUE ET OCEAN INDIEN** du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères et par la **DIRECTION GENERALE DU TRESOR** du ministère de l'Economie et des Finances.

Contacts

Objectifafrique.DAOI@diplomatie.gouv.fr
anne.cussac@diplomatie.gouv.fr
tresor-communication@dgtresor.gouv.fr

Remerciements à :

l'AFD, Business France, CCI France International, CCI Paris-Ile de France, CMS Bureau Francis Lefebvre, Conseil français des investisseurs en Afrique, Conseillers du commerce extérieur de la France, Conférence permanente des Chambres de commerce africaines, Expertise France, Gide, Maison de l'Afrique, Croissance Peace et MEDEF International pour leur contribution à la réalisation et la diffusion d'Objectif Afrique.

Contributions :

Vous souhaitez contribuer à Objectif Afrique ?

Pour une contribution en provenance de France, envoyez votre article à : objectifafrique.daoi@diplomatie.gouv.fr

Pour une contribution en provenance d'Afrique, envoyez votre article au chef du service économique de l'ambassade du pays concerné (prenom.nom@dgtresor.gouv.fr; liste des services économiques par pays : <http://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays>)

AVEC LE CONCOURS DE :

